

Unité bidépartementale Eure Orne
cité administrative - Place Bonet
CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRIMETHANE EN OUCHE

La Maladrie
61300 Saint-Symphorien-Des-Bruyères

Références : UBDEO/61/2026-001
Code AIOT : 0003901329

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement AGRIMETHANE EN OUCHE implanté La Maladrie 61300 Saint-Symphorien-des-Bruyères. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIMETHANE EN OUCHE
- La Maladrie 61300 Saint-Symphorien-des-Bruyères
- Code AIOT : 0003901329
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le méthaniseur exploité par la société AGRIMETHANE EN OUCHE est autorisé par l'arrêté préfectoral du 21/04/2020. Sept aires de stockage déportées et un plan d'épandage d'environ 51 000 t/an de digestats sont associés au site. La capacité de traitement est de 134,3 t/j. Le site est soumis à la directive IED au titre de la rubrique 3552.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des échanges ont eu lieu sur le cadre réglementaire en cas de modification des matières entrantes et de l'organisation du plan d'épandage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article page 18	Demande d'action corrective	6 mois
2	Contrôle des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article page 23	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Zonage et détection ATEX	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées lors des mesures des rejets atmosphériques de la torchère (monoxyde de carbone) et des rejets d'eaux de voiries (matières en suspension). L'exploitant a indiqué avoir réalisé un nouveau réglage de la torchère, il doit vérifier son efficacité lors d'une prochaine mesure. Il doit également mettre en place des actions correctives concernant les rejets d'eaux de voiries.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article page 18
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée :
Torchère : les concentrations des polluants rejetés à l'atmosphère doivent être inférieures aux

<p>valeurs limites suivantes :</p> <p>SO_x (Oxydes de Soufre) en équivalent SO₂ : 300 mg/Nm³ CO (Monoxyde de Carbone) : 150 mg/Nm³ H₂S (Hydrogène sulfuré) : 5 mg/Nm³</p>
<p>Constats :</p> <p>Une mesure des émissions atmosphériques de la torchère a été réalisée par l'APAVE du 09 avril 2025 au 10 avril 2025. Les résultats d'analyses montrent un dépassement de la valeur limite de 277 mg/Nm³ pour le CO : 277 mg/Nm³. Selon l'exploitant, ce dépassement est expliqué par une oxygénation insuffisante. Une rectification par ajustement de l'ouverture des clapets a donc été faite lors de la maintenance suivant ce contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite aux rectifications effectuées, l'exploitant doit vérifier de respect de la VLE sur le CO lors d'un contrôle des émissions atmosphériques de la torchère en 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Contrôle des rejets d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article page 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu receveur considéré les valeurs limites en concentration définies :</p> <p>MES : 30 mg/l DCO : 125 mg/l DBO5 : 25 mg/l Hydrocarbures totaux : 5 mg/l Azote global : 25 mg/l Phosphore total : 5 mg/l</p> <p>page 52 : deux fois par an, l'exploitant fait procéder, par un laboratoire agréé, à une analyse des eaux rejetées au milieu naturel (sortie de bassin d'eaux pluviales), selon les paramètres listés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats d'analyses réalisées par le laboratoire AUREA sur des</p>

prélèvements effectués en interne sur le point de rejet au milieu naturel, les 13 janvier 2025 et 1 ^{er} juillet 2025. Aucun dépassement des valeurs limites de rejet n'est détecté le 13 janvier. Un léger dépassement pour les matières en suspension (MES) est détecté le 1 ^{er} juillet : 42 mg/l contre une VLE de 30 mg/l.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit rechercher les raisons de la forte teneur en MES sur le prélèvement du 1 ^{er} juillet 2025 et mettre en place des actions correctives pour respecter la valeur limite de 30 mg/l.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Zonage et détection ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, risque ATEX
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées « (local contenant notamment des canalisations de biogaz) », ces zones sont équipées de détecteurs « fixes » de méthane ou d'alarmes. « Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane. »
Constats : Le plan des zones ATEX est affiché à l'entrée des locaux. Lors de l'inspection, il a été vérifié sur la supervision informatique du site qu'un seuil de 10 % de la limite inférieure d'explosivité était défini pour déclencher une alarme sur les détecteurs de méthane (l'exploitant a également présenté le contrat d'entretien des détecteurs, prévoyant une visite de vérification et de maintenance chaque année).
Type de suites proposées : Sans suite